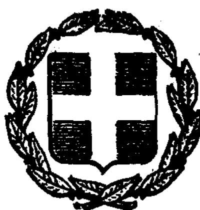


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 13 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 38

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν. 1130. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 23 Διεθνοῦς Συμβάσεως Ἐργασίας «περὶ παλιννοστήσεως τῶν ναυτικῶν» ... 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

128. Περὶ ἐγκρίσεως Ὀργανισμοῦ Διοικήσεως καὶ Διαχειρίσεως τοῦ Κοινωφελοῦς Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου» 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1130

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 23 Διεθνοῦς Συμβάσεως Ἐργασίας «περὶ παλιννοστήσεως τῶν ναυτικῶν».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ κατὰ τὴν 9ην Σύνοδον τῆς Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως Ἐργασίας ἔτους 1926 ψηφισθεῖσα ὑπ' ἀριθ. 23 Διεθνὴς Σύμβασις Ἐργασίας «περὶ παλιννοστήσεως τῶν ναυτικῶν» τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Convention 23.

Convention concernant le rapatriement des marins.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1926, en sa neuvième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au rapatriement des marins, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internarionale, adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent vight-six, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le rapatriement des marins, 1926, à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail :

Article 1.

1. La présente convention s'applique à tous les navires de mer immatriculés dans le pays de l'un des Membres ayant ratifié la présente convention et aux armateurs, capitaines et marins de ces navires.

2. Elle ne s'applique pas :

a) aux navires de guerre,
b) aux navires d'Etat n'ayant pas une affectation commerciale,
c) aux navires affectés au cabotage national,
d) aux yachts de plaisance,
e) aux bâtiments compris sous la dénomination de «Indian country craft».
f) aux beteaux de pêche,
g) bâtiments d'une jauge brute inférieure à 100 tonneaux ou 300 mètres cubes, et, s'il s'agit de navires affectés au «home trade». d'une jauge inférieure à la limite fixée pour le régime particulier de ces navires par la législation nationale en vigueur au moment de l'adoption de la présente convention.

Article 2.

En vue de l'application de la présente convention, les termes suivants doivent être entendus comme suit :

a) le terme «navire» comprend tout navire ou bâtiment de quelque nature qu'il soit, de propriété publique ou privée, effectuant habituellement une navigation maritime;
b) le terme «marin» comprend toute personne employée ou engagée à bord, à quelque titre que ce soit, et figurant au rôle d'équipage, à l'exception des capitaines, des pilotes, des élèves des navires-écoles, des apprentis lorsqu'ils sont liés par un contrat spécial d'apprentissage; il exclut les équipages de la flotte de guerre et les autres personnes au service permanent de l'Etat;
c) le terme «capitaine» comprend toute personne ayant le commandement et la charge d'un navire, à l'exception des pilotes;
d) le terme «navires affectés au home trade» s'applique aux navires affectés au commerce entre les ports d'un pays donné et les ports d'un pays voinin dans les limites géographiques fixées par le législation nationale

Article 3.

1. Tout marin débarqué en cours ou en fin de conrat a le droit d'être ramené soit dans son pays, soit à son port d'engagement, soit au port de départ du navire, suivant les prescriptions de la législation nationale' qui doit prévoir les dispositions nécessaires à cet effet, et notamment déterminer à qui incombe la charge du rapatriement.

2. Le rapatriement est considéré comme assuré lorsqu'il est procuré au marin un emploi convenable à bord d'un navire se rendant à l'une des destinations déterminées en vertu du paragraphe précédent.

3. Est considéré comme rapatrié le marin qui est débarqué soit dans son propre pays, soit dans son port d'engagement ou dans un port voisin, soit dans le port de départ du navire.

4. La législation nationale, ou, à défaut de dispositions législations législatives, le contrat d'engagement, déterminera les conditions dans lesquelles à droit à être rapartrié le marin étranger embarqué dans un pays autre que le sien. Les dispositioons des paragraphes précédents restent néanmoins applicables au marin embarqué dans son propre pays.

Article 4.

Les frais de rapatriement ne peuvent être mis à la charge du marin s'il a été délaissé en raison :

a) d'un accident survenu au service du navire;
b) d'un naufrage;
c) d'une maladie qui n'est due ni à son fait volontaire ni à une faute de sa part;
d) de congédiement pour toutes causes qui ne lui sont pas imputables.

Article 5.

1. Les frais de rapatriement doivent comprendre toutes dépenses relatives au transport, au logement et à la nourriture du marin pendant le voyage. Ils comprennent également les frais d'entretien du marin jusqu'au moment fixé pour son départ.

2. Lorsque le marin est rapatrié comme membre d'un équipage, il a droit à la rémunération des services accomplis pendant le voyage.

Article 6.

L'autorité publique du pays dans lequel le navire est immatriculé est tenue de veiller au rapatriement de tous les marins dans les cas où la présente convention leur est applicable, sans distinction de nationalité; s'il est nécessaire, elle fera l'avance des frais de rapatriement.

Article 7.

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions établies par la Constitution de l'Organisation du Travail seront communiquées au Diercteur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8.

1. La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Directeur général.

2. Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Bureau international du Ttavail.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Bureau international du Travail.

Article 9

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Bureau international du Travail, le Directeur général du Bureau international du Ttavail notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation

internationale du Travail. Il lcur notifiera également l'enregistrement des ratification qui lui seront ultrérieurement communiquées par tous autres Membres de l' Organisation.

Article 10

Sous réserve des dispositions de l'article 8, tout Membre qui ratifie la peésente convention s'engage à appliquer les dispositions des artipcles 1,2,3,4,5 et 6 au plus tard le ler janvier 1928, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

Article 11

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

Article 12

Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu' une année après avoir été enregistrée au Bureau intrernational du Travail.

Article 13

Le Conseil d'administration du Bureau internationa l du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans; présenter à la Conférence générale un rapport sut l' application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite convention.

Article 14

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

CONVENTION No 23

Convention concerning the Repatriation of Seamen

The General Conference of the International Labour Organisation.

The General Conference of the International Labour Organisation.

Having been convened at Geneva by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Ninth Session on 7 June 1926, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the repatriation of seamen, which is included in the first item of the agenda of the Session, and

Having determined that these proposals take the form of an international Convention, adopts this twenty-third day of June of the year one thousand nine hundred and twenty-six the following Convention, which may be cited as the Repartmiation of Seamen Convention, 1926, for ratification by the Members of the International Labour Organisation in accordance with the provisions of the Constitution of the International Labour Organisation :

Article 1

1. This Convention shall apply to all sea-going vessels registered in the country of any Member ratifying this Convention, and to the owners, masters and seamen of such vessels.

2. It shall not apply to-

(a) ships of war,
(b) Government vessels not engaged in trade,
(c) vessels engaged in the coasting trade,
(d) pleasure yachts,
(e) Indian country craft,
(f) fishing vessels,
(g) vessels of less than 100 tons gross registered tonnage or 300 cubic metres, nor to vessels engaged in the home trade below the tonnage limit prescribed by national law for the special regulation of this trade at the date of the passing of this Convention.

Article 2

For the purpose of this Convention the following expressions have the meanings hereby assigned to them, viz :

(a) the term «vessel» includes any ship or boat of any nature whatsoever, whether publicy or privately owned, ordinarily engaged in maritime navigation;

(b) the term «seaman» includes every person employed or rmgaged in any capacity on board any vessel and entered on the ship's articles. It excludes masters, pilots, cadets and pupils on training ships and duly indentured apprentices, naval ratings, and other persons in the permanent service of a Government;

(c) the term «master» includes every person having command and charge of a vessel except pilots;

(d) the term «home trade vessel» means a vessel engaged in trade between a country and the posrts of a neighbouring country within geographical limits determined by the national law.

Article 3

1. Any seaman who is landed during the term of his engagement or on its expiration shall be entitled to be taken back to his own country, or to the port at which he was engaged, or to the port at which the voyage commenced, as shall be determined by national law, which shall contain the provisions necessary for dealing with the matter. including provisions to determine who shall bear the charge of repatriation.

2. A seaman shall be deemed to have been duly repatriated if he has been provided with suitable employment on board a vessel proceeding to one of the destinations prescribed in accordance with the foregoing paragraph.

3. A seaman shall be deemed to have been repatriated if he is landed in the country to which he belongs, or at the which he was engaged, or at a neighbouring port, or at the port at which the voyage commenced.

4. The conditions under which a foreign seaman engaged in a country other than his own has the right to be repatriated shall be as provided by national law or, in the absence of such legal provisions, in the articles of agreement. The provisions of the preseding paragraphs shall, however, apply to a seaman engaged in a port of his own country.

Article 4

The expenses of repatriation shall not be a charge on the seaman if he has been left behind by reason of :

(a) injury sustained in the service of the vessel, or

(b) shipwreck, or

(c) illness not due to his own wilful act or default, or

(d) discharge for any cause for which he cannot be held responsible.

Article 5

1. The expenses of repariation shall include the transportation charges, the accommodation /and the food of the seaman during the journey. They shall also include the maintenance of the seaman up to the time fixed for hos departure.

2. When a seaman is repatriated as member of a crew, he shall be entitled to remuneration for work done during the voyage.

Article 6

The public authority of the country in which the vessel is registered shall be responsible for supervising the repatriation of any member of the crew in cases where this Comvention applies, whatever may be his nationality, and where necessary for giving him his expenses in advance.

Article 7

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in the Constitution of the International Labour Organisat:on, shall be communicated to the Director-Gene:al of the Internat onal Labour Office for registration.

Article 8

1. This Convention shall come into force at the date on which the ratifiactions of two Members of the Inte national Labour Organisation have been registered by the Director-General.

2. It shall be binding only upon those Members whose ratifications have been registered with the International Labour Office.

3. Thereafter, the Convention shall come into force for any Member at the date om which its ratification has been registered with the Ihternationsl Lbour Office.

Article 9

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organisat on have been registered with the International Labour Office, the Directorû General of the International Labour Office shall so notify all the Members of the International Labour Organisation. He shall Likewise notify them of the registration of ratifications which may be communicated subsequently by other Members of the Organisation.

Article 10.

Subject to the provisions of Article 8, each Member which ratifies this Convention agrees to bring the provisions of Articles 1,2,3,4,5 and 6 into operation not later than 1 January 1928, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

Article 11

Each Member of the International Labour Organisation which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, possessions and protectonates, in accordance with the provisions of article 35 of the Constitution of the International Labour Organisation.

Article 12

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Director—General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the on which it is registered with the International Labour Office.

Article 13

At such times as it may consider necessary the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall examine the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

Article 14

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ 23

ΠΕΡΙ ΠΑΛΙΝΝΟΣΤΗΣΕΩΣ ΤΩΝ ΝΑΥΤΙΚΩΝ

Ἡ Γενικὴ Συνδιάσκεψις τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, Συγκληθεῖσα ἐν Γενεύῃ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ συνελθοῦσα τὴν 7ην Ἰουνίου 1926 εἰς τὴν 9ην Σύνοδον αὐτῆς'

Ἀφοῦ ἀπεφάσισε τὴν ἀποδοχὴν διαφόρων προτάσεων σχετικῶν πρὸς τὴν παλιννόστησιν τῶν ναυτικῶν, ζήτημα περιλαμβανόμενον εἰς τὸ πρῶτον θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου, καὶ

Ἀφοῦ ἀπεφάσισε ὅτι αἱ προτάσεις αὗται δέον νὰ λάβουν τὸν τύπον διεθνοῦς Συμβάσεως,

Ἀποδέχεται σήμερον 23ην Ἰουνίου 1926 τὴν ὡς ἕπεται Σύμβασιν πρὸς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν Μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας ἥτις θὰ ἀποκαλῆται Σύμβασις περὶ παλιννοστήσεως τῶν ναυτικῶν.

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν εἰς πάντα τὰ θαλασσοπλοοῦντα πλοῖα τὰ νηολογημένα ἐν τῇ χώρᾳ ἑνὸς ἐκ τῶν ἐπικυρωσάντων τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Μελῶν ὡς καὶ εἰς τοὺς ἐφοπλιστάς, πλοιάρχους καὶ ναυτικοὺς τῶν πλοίων αὐτῶν.

2. Δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν :

α) εἰς τὰ πολεμικὰ πλοῖα,

β) εἰς τὰ Κρατικὰ πλοῖα τὰ μὴ ἔχοντα ἐμπορικὸν προορισμόν,

γ) εἰς τὰ προωρισμένα δι' ἀκτοπλοΐαν πλοῖα,

δ) εἰς τὰς θαλαμηγοὺς ἀναψυχῆς,

ε) εἰς τὰ σκάφη «INDIAN COUNTRY CRAFT»,

στ) εἰς τὰ ἁλιευτικὰ σκάφη,

ζ) εἰς τὰ σκάφη ὁλικῆς χωρητικότητος κατωτέρας τῶν 100 κόρων ἢ 300 κυβικῶν μέτρων καὶ ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ πλοίων προωρισμένων διὰ τὴν παράκτιον ναυσιπλοΐαν, χωρητικότητος κατωτέρας τοῦ ὁριζομένου ὁρίου διὰ τὸ ἰδιαίτερον καθεστὼς τῶν πλοίων τούτων, ὑπὸ τῆς ἐν ἰσχύι ἐθνικῆς νομοθεσίας, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποδοχῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως οἱ κάτωθι ὅροι νοοῦνται ὡς ἑξῆς :

α) ὁ ὅρος «πλοῖον» σημαίνει πᾶν πλοῖον ἢ σκάφος οἱασδήποτε φύσεως, δημόσιον ἢ ἰδιωτικόν, ἐκτελοῦν συνήθως θαλασσίαν ναυσιπλοΐαν,

β) ὁ ὅρος «ναυτικὸς» περιλαμβάνει πᾶν πρόσωπον ἀπασχολούμενον ἢ προσλαμβανόμενον ἐπὶ τοῦ πλοίου, ὑφ' οἱανδήποτε ἰδιότητα καὶ ἐγγεγραμμένον ἐν τῷ ναυτολογίῳ, ἐξαιρουμένων τῶν πλοιάρχων, πλοηγῶν, δοκίμων ἐκπαιδευτικῶν πλοίων καὶ μαθητευομένων, ὁσάκις συνδέονται δι' εἰδικῆς συμβάσεως μαθητείας, πληρωμάτων τοῦ πολεμικοῦ ναυτικοῦ, ὡς καὶ προσώπων τελούντων εἰς τὴν διαρκῆ ὑπηρεσίαν τοῦ Κράτους,

γ) ὁ ὅρος «πλοίαρχος» περιλαμβάνει πᾶν πρόσωπον ἔχον τὴν διοίκησιν καὶ τὴν φροντίδα πλοίου, ἐξαιρουμένων τῶν πλοηγῶν,

δ) ὁ ὅρος «πλοῖον παρακτίου ναυσιπλοΐας» σημαίνει πλοῖον προωρισμένον διὰ τὸ ἐμπόριον μεταξὺ μιᾶς χώρας καὶ τῶν λιμένων γειτονικῆς τοιαύτης ἐντὸς τῶν, ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, καθοριζομένων γεωγραφικῶν ὁρίων.

Ἄρθρον 3.

1. Πᾶς ναυτικὸς ἀποβιβαζόμενος κατὰ τὴν διάρκειαν ἢ τὴν λῆξιν τῆς συμβάσεως ναυτολογήσεώς του δικαιοῦται εἰς ἐπιστροφὴν εἴτε εἰς τὴν χώραν του, εἴτε εἰς τὸν λιμένα προσλήψεως, εἴτε εἰς τὸν λιμένα ἐνάρξεως τοῦ πλοῦ, κατὰ τὰ ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας ὁριζόμενα, ἥτις δέον νὰ προβλέπῃ τὰς πρὸς τοῦτο ἀναγκαίας διατάξεις καὶ ἰδίᾳ νὰ καθορίζῃ ποῖος θὰ ἐπιβαρύνεται μὲ τὰ ἔξοδα παλιννοστήσεως.

2. Ἡ παλιννόστησις θεωρεῖται ἐξασφαλισθεῖσα ὁσάκις εἰς τὸν ναυτικὸν παρέχεται κατάλληλος ἀπασχόλησις ἐπὶ πλοίου κατευθυνομένου εἰς ἕνα τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ ὁριζομένων λιμένων.

3. Ὁ ναυτικὸς θεωρεῖται παλιννοστηθεὶς ἐὰν ἔχει ἀποβιβασθῇ εἴτε εἰς τὴν χώραν του, εἴτε εἰς τὸν λιμένα προσλήψεως εἴτε εἰς γειτονικὸν λιμένα, εἴτε εἰς τὸν λιμένα ἐνάρξεως τοῦ πλοῦ.

4. Ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία, ἢ ἐν ἐλλείψει νομοθετικῶν διατάξεων ἡ σύμβασις ναυτολογήσεως, δέον νὰ καθορίζῃ τοὺς ὅρους ἐφ' οὓς δικαιοῦται εἰς παλιννόστησιν ὁ ἀλλοδαπὸς ναυτικός, ὁ ἐπιβιβασθεὶς εἰς χώραν διάφορον τῆς ἰδικῆς του. Αἱ διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων ἔχουν ὁπωσδήποτε ἐφαρμογὴν ἐπὶ τοῦ ναυτικοῦ τοῦ ἐπιβιβασθέντος εἰς λιμένα τῆς χώρας του.

Ἄρθρον 4.

Τὰ ἔξοδα παλιννοστήσεως δὲν δύνανται νὰ ἐπιβαρύνουν τὸν ναυτικὸν ἐφ' ὅσον ἀπελύθη λόγω :

α) τραυματισμοῦ ἐπισυμβάντος κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἐπὶ τοῦ πλοίου ὑπηρεσίας του,

β) ναυαγίου,

γ) ἀσθενείας μὴ ὀφειλομένης εἰς ἑκουσίαν πρᾶξιν του ἢ ἴδιον πταῖσμα,

δ) ἀπολύσεως δι' οἱανδήποτε αἰτίαν, ἥτις δὲν δύναται νὰ καταλογισθῇ εἰς αὐτόν.

Ἄρθρον 5.

1. Τὰ ἔξοδα παλιννοστήσεως δέον νὰ περιλαμβάνουν πᾶσαν δαπάνην μεταφορᾶς, στεγάσεως καὶ διατροφῆς τοῦ ναυτικοῦ κατὰ τὸ ταξείδιον προσέτι δὲ τὰ ἔξοδα συντηρήσεως αὐτοῦ μέχρι τοῦ καθορισθέντος διὰ τὴν ἀναχώρησίν του χρόνου.

2. Ὁσάκις ὁ ἐργάτης θαλάσσης παλιννοστεῖται ὡς μέλος πληρώματος, δικαιοῦται τῆς ἀμοιβῆς διὰ τὰς ὑπηρεσίας του, διαρκοῦντος τοῦ ταξειδίου.

Ἄρθρον 6.

Ἡ δημοσία Ἀρχὴ τῆς Χώρας ἐν ᾗ τὸ πλοῖον εἶναι νηολογημένον ἔχει τὴν εὐθύνην ἐποπτείας τῆς παλιννοστήσεως πάντων τῶν ναυτικῶν ἀδιακρίτως ἐθνικότητος, εἰς ἃς περιπτώσεις ἡ παροῦσα σύμβασις ἔχει ἐφαρμογήν, προκαταβάλλει δέ, ἂν παρίσταται ἀνάγκη, τὰ ἔξοδα τῆς παλιννοστήσεως.

Ἄρθρον 7.

Αἱ ἐπίσημοι ἐπικυρώσεις τῆς παρούσης συμβάσεως κατὰ τὰ ὁριζόμενα ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως τῆς Ἐργασίας, ἀνακοινοῦνται πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας παρ' οὗ καὶ καταχωρίζονται.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα εὐθὺς ὡς καταχωρισθοῦν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ αἱ ἐπικυρώσεις 2 Μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας.

2. Αὕτη δεσμεύει μόνον τὰ Μέλη ὧν ἡ ἐπικύρωσις κατεχωρίσθη εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐργασίας.

3. Ἀκολούθως, ἡ σύμβασις αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα δι' ἕκαστον Μέλος ἀφ' ἧς ἡ ἐπικύρωσις αὐτῆς καταχωρισθῇ εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐργασίας.

Ἄρθρον 9.

Εὐθὺς ὡς καταχωρισθοῦν εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐργασίας, αἱ ἐπικυρώσεις 2 Μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, ὁ Γεν. Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας γνωστοποιεῖ τοῦτο εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας. Γνωστοποιεῖ ὡσαύτως πρὸς αὐτὰ τὴν καταχώρισιν τῶν ἐπικυρώσεων, αἵτινες ἀνακοινοῦνται πρὸς αὐτὸν μεταγενεστέρως ὑπὸ πάντων τῶν λοιπῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8, πᾶν Μέλος ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν σύμβασιν ὑποχρεοῦται ὅπως ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 1,2,3,4,5 καὶ 6 μέχρι τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1928 τὸ βραδύτερον καὶ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτ α διὰ τὴν τελεσφόρον ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τούτων.

Ἄρθρον 11.

Πᾶν Μέλος τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ὑποχρεοῦται ὅπως ἐφαρμόσῃ αὐτὴν εἰς τὰς ἀποικίας, τὰς κτήσεις ἢ τὰ προτεκτορᾶτα αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας.

Ἄρθρον 12.

Πᾶν Μέλος ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν σύμβασιν δύναται νὰ καταγγείλῃ αὐτὴν μετὰ πάροδον δεκαετίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς, διὰ πράξεως ἀνακοινουμένης πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ ὑπ' αὐτοῦ καταχωριζομένης. Ἡ καταγγελία ἔχει ἀποτελέσματα μετὰ πάροδον ἔτους ἀφ ἧς καταχωρισθῇ εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐργασίας.

Ἄρθρον 13.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας δέον ὅπως τοὐλάχιστον ἀνὰ πᾶσαν δεκαετίαν ὑποβάλλῃ εἰς τὴν Γενικὴν Συνδιάσκεψιν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ ἀποφασίζῃ ἂν συντρέχῃ περίπτωσις ἀναγραφῆς εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνδιασκέψεως θέματος ἀναθεωρήσεως ἢ τροποποιήσεως τῆς εἰρημένης συμβάσεως.

Ἄρθρον 14.

Τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον τῆς παρούσης συμβάσεως εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Ἄρθρον Δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ — ΙΩΑΝΝΗΣ ΦΙΚΙΩΡΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 128

Περὶ ἐγκρίσεως Ὀργανισμοῦ Διοικήσεως καὶ Διαχειρίσεως τοῦ Κοινωφελοῦς Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κλημ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει :

1. Τὰς διατάξεις : α) τῶν ἀπὸ 14.2.1911 διαθήκης καὶ κωδικέλλου τοῦ Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου ἀποβιώσαντος ἐν ἔτει 1919, β) τῶν ἄρθρων 108 ἕως 110 τοῦ Α.Κ. καὶ 95 καὶ 93 τοῦ Α.Ν. 2039/39.

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 27/23.6.1980 πρᾶξιν τῆς Διαχειριστικῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἱδρύματος «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου».

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ.2552/66/20.5.1980 ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν», περὶ ἀναθέσεως ἁρμοδιοτήτων στοὺς Ὑφυπουργοὺς Οἰκονομικῶν».

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 38/10.11.1980 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθνικῶν Κληροδοτημάτων, προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων καὶ τοῦ Ὑφυπουργοῦ Οἰκονομικῶν, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν τόν, ἐξ ἄρθρων δέκα τριῶν (13), ὀργανισμὸν Διοικήσεως καὶ Διαχειρίσεως τοῦ κοινωφελοῦς ἱδρύματος, ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ.Λιβιεράτου», διὰ τοῦ ὁποίου ρυθμίζονται τὰ θέματα τῆς διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως αὐτοῦ.

Εἰς τὸν Ὑπουργὸν Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων καὶ τὸν Ὑφυπουργὸν Οἰκονομικῶν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ — ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΟΣ — ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΜΠΟΚΟΒΟΣ

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

Διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τοῦ κοινωφελοῦς ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Ἀναστασίου Γ. Λιβιεράτου».

Ἄρθρον 1.

Μορφὴ -Ἐπωνυμία -Ἕδρα - Σφραγίς.

1. Τό, διὰ τῶν ἀπὸ 14.2.1911 συστατικῶν πράξεων (διαθήκης καὶ κωδικέλλου) τοῦ Ἀναστασίου Γερ. Λιβιεράτου, ἀποβιώσαντος ἐν ἔτει 1919, συσταθὲν κοινωφελὲς ἵδρυμα, ἀποτελεῖ νομικὸν πρόσωπον ἰδιωτικοῦ δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ.Λιβιεράτου» διεπόμενον ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν εἰρημένων συστατικῶν πράξεων, τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει, τῶν εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων καὶ τοῦ παρόντος Ὀργανισμοῦ.

2. Ἕδρα τοῦ ἱδρύματος ὁρίζεται ἡ πόλις τοῦ Ἀργοστολίου.

3. Τὸ ἵδρυμα ἔχει σφραγίδα κυκλικήν, φέρουσαν ἐν τῷ ἐξωτερικῷ κύκλῳ ἄνωθεν μὲν τὰς λέξεις «ΚΛΗΡ/ΜΑ ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΥ Γ.ΛΙΒΙΕΡΑΤΟΥ», κάτωθεν δὲ τὴν λέξιν «ΑΡΓΟΣΤΟΛΙΟΝ».

Πάντα τὰ ἔγγραφα τοῦ ἱδρύματος φέρουσιν ἐν ἐπικεφαλίδι τὴν ἐπιγραφὴν «ΚΛΗΡ/ΜΑ ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΥ Γ.ΛΙΒΙΕΡΑΤΟΥ».

Ἄρθρον 2.

Σκοπός.

Σκοπὸς τοῦ ἱδρύματος εἶναι : α) ἡ συντήρησις καὶ ἡ βελτίωσις, ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη, τῶν κτισμάτων καὶ ἐν γένει τοῦ ὅλου ἀκινήτου τὸ ὁποῖον κεῖται εἰς τὸ χωρίον Ἁγία Θέκλα Κεφαλληνίας καὶ τὸ ὁποῖον λειτουργεῖ ὡς διδακτήριον, ἐντὸς τοῦ ὁποίου στεγάζεται σήμερον τὸ Δημόσιον Γυμνάσιον Ἁγίας Θέκλας, β) ὁ ἐξοπλισμὸς τοῦ Γυμνασίου τούτου, διὰ παντὸς κινητοῦ (ὄργανα, ἔπιπλα κλπ.), καθ' ὃ μέτρον τοῦτο δὲν γίνεται ἀπὸ τὸ Δημόσιον, γ) ἡ πρόσληψις προσθέτου ἐκπαιδευτικοῦ καὶ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ, πρὸς κάλυψιν τυχὸν ἀναγκῶν μὴ καλυπτομένων ὑπὸ τοῦ Δημοσίου, δ) ἡ κατὰ τὴν κρίσιν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις μαθητῶν, οἱ ὁποῖοι διεκρίθησαν καὶ ἀρίστευσαν εἰς τὴν τελευταίαν τάξιν τῶν Δημοτικῶν Σχολείων τῆς Κοινότητος Ἁγ. Θέκλας καὶ εἰς τὴν τελευταίαν τάξιν τῶν Λυκείων τῆς νήσου Κεφαλληνίας ὑπὸ μορφὴν ὑποτροφιῶν, πρὸς συνέχισιν τῶν κανονικῶν σπουδῶν των ἀπὸ τὸ Δημοτικὸν εἰς τὸ Γυμνάσιον Ἁγίας Θέκλας καὶ ἐν συνεχείᾳ εἰς τὸ Λύκειον Ἁγίας Θέκλας καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἁγίας Θέκλας, εἰς οἱονδήποτε Λύκειον τῆς νήσου Κεφαλληνίας καὶ ἀπὸ τὸ Λύκειον εἰς τὰς Ἀνωτέρας καὶ Ἀνωτάτας Σχολὰς τῆς χώρας.

Ἄρθρον 3.

Περιουσία - Πόροι.

1. Περιουσία τοῦ ἱδρύματος εἶναι τὰ ὑπὸ τοῦ ἱδρυτοῦ καταλειφθέντα ἀκίνητα, ὡς ἐν τῷ μεταξὺ ἔχουσιν ἀξιοποιηθεῖ, ἤτοι :

α) Τὰ καταστήματα καὶ γραφεῖα πολυορόφου οἰκοδομῆς κειμένης εἰς τὴν Ἀθήνα καὶ ἐπὶ τῶν ὁδῶν Σταδίου 43 καὶ Γ.Σταύρου 2, καὶ συγκεκριμένα τὰ ὑπ' ἀριθ. 5 καὶ 6 καταστήματα εἰς τὸ ἰσόγειον μετὰ τῶν ἀντιστοίχων ὑπογείων καὶ 27 γραφεῖα καὶ συγκροτήματα γραφείων εἰς τοὺς ἀνωγείους ὀρόφους μὲ συνολικὸν ἀριθμὸν δωματίων 35 καὶ ποσοστὸν συγκυριότητος ἐπὶ τοῦ οἰκοπέδου καὶ λοιπῶν κοινοκτήτων ἐκ 295/ο/οο, ὡς λεπτομερῶς περιγράφονται εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 15758/19.8.1959 πρᾶξιν τοῦ συμ/φου Ἀθηνῶν Γεωργίου Κωστοπούλου.

β) Οἰκοπεδικὴ ἔκτασις, κειμένη εἰς τὸ χωρίον Ἁγ. Θέκλα μετὰ τῶν ἐπ' αὐτῆς κτισμάτων, ἔνθα σήμερον στεγάζεται τὸ Δημόσιον Γυμνάσιον Ἁγ. Θέκλας, ὡς αὕτη ἔχει διαμορφωθεῖ κατόπιν συνενώσεώς της μετὰ τῆς ὁμόρου πρὸς αὐτὴν οἰκοπεδικῆς ἐκτάσεως, ἐμβαδοῦ 391 τ.μ., ἀπαλλοτριωθείσης, ἐπὶ τῷ τέλει ἐπεκτάσεως τοῦ διδακτηρίου, δυνάμει τοῦ ἀπὸ 27 Ἰανουαρίου 1936 Β.Δ/τος (ΦΕΚ 125/1936 τ.Α'), ἐν συνδυασμῷ καὶ πρὸς τὴν ὑπ' ἀριθ. 7568/18.1.1963 ἐξοφλητικὴν πρᾶξιν τοῦ Συμ/φου Ἀθηνῶν Μιχ. Ε.Βασιλείου. Ἡ ἀνωτέρω ἀκίνητος περιουσία (α' καὶ β') τελεῖ ὑπὸ τὸν ὅρον τοῦ ἀναπαλλοτριώτου.

γ) Πᾶσα ἐν τῷ μέλλοντι, τυχόν, κτηθησομένη ὑπὸ τοῦ ἱδρύματος περιουσία εἰς ἀκίνητα ἢ κινητὰ (μετοχάς, χρεώγραφα κλπ.) εἴτε δι' ἀγορᾶς παρὰ τοῦ ἱδρύματος, εἴτε διὰ κληρονομιῶν, κληροδοσιῶν, δωρεῶν καὶ ἐν γένει, χαριστικῇ αἰτίᾳ, παροχῶν τρίτων.

2. Πόροι τοῦ ἱδρύματος εἶναι τὰ ἔσοδα ἐκ τῆς ὡς ἄνω περιουσίας αὐτοῦ καὶ ἰδίᾳ τὰ μισθώματα ἐκ τῆς ἐν Ἀθήναις ἀκινήτου περιουσίας καὶ οἱ τόκοι τῶν ἐκ τῶν ἐσόδων τούτων τραπεζικῶν καταθέσεων κλπ.

Ἄρθρον 4.

Διοίκησις.

1. Τὸ ἵδρυμα διοικεῖται ὑπὸ πενταμελοῦς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς ἀποτελουμένης ἐκ τῶν ἑκάστοτε : α) Μητροπολίτου Κεφαλληνίας, ὡς Προέδρου, β) Νομάρχου Κεφαλληνίας, ὡς ἀντιπροέδρου, γ) Εἰσαγγελέως Πρωτοδικῶν Κεφαλληνίας, δ) Διευθυντοῦ τοῦ ἐν Ἁγ. Θέκλα Κεφαλληνίας Λυκείου καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἁγίας Θέκλας, τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Γυμνασίου Ἁγ. Θέκλας καὶ ε) ἐξ ἑνὸς συγγενοῦς τοῦ διαθέτου, κατὰ προτίμησιν τοῦ ἐγγυτέρου, ἐκλεγομένου ἐκ τῶν λοιπῶν μελῶν τῆς ἐπιτροπῆς, ὡς μελῶν.

2. Ἐν περιπτώσει ἀπουσίας ἢ κωλύματος ἑνὸς ἐκ τῶν τεσσάρων πρώτων μελῶν, τοῦτο ἀναπληροῦται ὑπὸ τοῦ νομίμου ἀναπληρωτοῦ του.

3. Ἐὰν ἐξ οἱουδήποτε λόγου ἤθελε τεθῆ θέμα ἀντικαταστάσεως μέλους τινὸς τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, ἐφαρμόζονται τὰ ὑπὸ τῆς συστατικῆς πράξεως προβλεπόμενα ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὰ ὁριζόμενα ὑπὸ τῆς διατάξεως τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 99 τοῦ Α.Ν. 2039/39.

4. Τὰ μέλη τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς παρέχουν τὰς ὑπηρεσίας των ἀμισθί.

Ἄρθρον 5.

Τρόπος λειτουργίας τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς.

1. Ἡ Διαχειριστικὴ Ἐπιτροπὴ εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ παρόντων τριῶν (3) τοὐλάχιστον ἐκ τῶν μελῶν αὐτῆς καὶ αἱ ἀποφάσεις της λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων. Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ψῆφος τοῦ Προέδρου.

2. Διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς καὶ εἰδικῶς ὅσον ἀφορᾶ τὰ μέλη αὐτῆς, τὰ προσωρινῶς διαμένοντα ἢ κατοικοῦντα ἐκτὸς τῆς ἕδρας τοῦ ἱδρύματος, ἐπιβάλλεται ἡ ἔγκαιρος πρόσκλησις αὐτῶν δι' ἐγγράφου προσκλήσεως ἢ τηλεγραφήματος.

3. Τῶν συνεδριάσεων τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς τηροῦνται πρακτικά, εἰς ἃ καταχωροῦνται πᾶσαι αἱ κατ' αὐτὰς λαμβανόμεναι ἀποφάσεις ὑπογραφόμενα ὑπὸ πάντων τῶν μετασχόντων τῶν συνεδριάσεων μελῶν.

4. Ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ διοικεῖ τὸ ἵδρυμα καὶ ἐνεργεῖ πᾶν ὅτι συντελεῖ εἰς τὴν ἐπιτυχίαν τῶν σκοπῶν του. Διαχειρίζεται τὴν περιουσίαν τοῦ ἱδρύματος καὶ τὰ ἐξ αὐτῆς εἰσοδήματα συμφώνως πρὸς τὰ ὑπὸ τῆς συστατικῆς πράξεως ὁριζόμενα τὸν παρόντα ὀργανισμὸν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39 ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει. Καταθέτει τὰ μετρητὰ εἰς μίαν τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 73 παρ. 1 τοῦ Α.Ν. 2039/39 προβλεπομένων Τραπεζῶν καὶ μετὰ τὴν κάλυψιν τῶν ἀπαιτουμένων δαπανῶν διοικήσεως καὶ λειτουργίας τοῦ ἱδρύματος διαθέτει τὰ πρὸς ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν τοῦ ἱδρύματος ποσὰ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἐκ τῶν κατατεθειμένων εἰσοδημάτων καὶ τῶν τόκων αὐτῶν ἔχει σχηματισθεῖ ἀποθεματικὸν οὐχὶ ἔλασσον τῶν πεντακοσίων χιλιάδων (500.000) δραχ. δυνάμενον νὰ αὐξομειωθῆ δι' ἀποφάσεως τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς ἐγκρινομένης ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν.

Καταρτίζει κατ' ἔτος τὸν προϋπολογισμόν, ἀπολογισμὸν καὶ ἰσολογισμὸν τοῦ ἱδρύματος καὶ ὑποβάλλει τούτους ἁρμοδίως πρὸς ἔγκρισιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39 καὶ ἀποφασίζει ἐπὶ πάσης ἐν γένει δαπάνης.

Ἀποδέχεται ἢ ἀποποιεῖται κληρονομίας, κληροδοσίας καὶ δωρεάς. Ἀποφασίζει περὶ τῆς ἐπωφελεστέρας ἀξιοποιήσεως τῆς περιουσίας τοῦ ἱδρύματος διορίζει καὶ ἀνακαλεῖ τοὺς πληρεξουσίους δικηγόρους καὶ προσλαμβάνει τὸ ἀπαραίτητον προσωπικὸν ἐφ' ὅσον ὑφίσταται ἐγγεγραμμένη σχετικὴ πίστωση εἰς τὸν, ἁρμοδίως, ἐγκεκριμένον προϋπολογισμόν.

Ἄρθρον 6.

Καθήκοντα Προέδρου.

1. Ὁ Πρόεδρος ἐκπροσωπεῖ τὸ ἵδρυμα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων, πάσης ἀρχῆς καὶ παντὸς τρίτου καὶ δίδει τοὺς ὑπὸ τῶν δικαστηρίων ἐπιβαλλομένους ὅρκους ἢ ἐπάγει τοιούτους. Συγκαλεῖ τὴν Διαχ/κὴν ἐπιτροπὴν καὶ διευθύνει τὰς συνδειάσεις αὐτῆς, ὑπογράφει ἀντίγραφα τῶν πρακτικῶν, ὡς καὶ πᾶν ἔγγραφον παραστατικὸν ἐσόδου ἢ δαπάνης τοῦ ἱδρύματος.

2. Τὸν Πρόεδρον ἀπόντα ἢ κωλυόμενον ἀναπληροῖ εἰς τὰ καθήκοντά του ὁ ἀντιπρόεδρος, ἐν κωλύματι δὲ καὶ τούτου ὁ Εἰσαγγελεὺς Πρωτοδικῶν Κεφαλληνίας καὶ κωλυομένου καὶ τούτου ἕτερον μέλος τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς ὁριζόμενον ὑπ' αὐτῆς.

Ἄρθρον 7.

Καθήκοντα Γραμματέως.

1. Καθήκοντα γραμματέως ἀνατίθενται ὑπὸ τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς εἰς τινα τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ εἰς ἕτερον πρόσωπον, προσλαμβανόμενον ἐπὶ ἀντιμισθίᾳ.

2. Ὁ Γραμματεὺς τηρεῖ τὸ ἀρχεῖον τοῦ ἱδρύματος, διεξάγει τὴν ἀλληλογραφίαν τούτου καὶ συνυπογράφει μετὰ τοῦ Προέδρου τοῦ ἱδρύματος τὰ γραμμάτια εἰσπράξεως καὶ τὰ ἐντάλματα πληρωμῆς.

Ἐπίσης συνυπογράφει μετὰ τοῦ Προέδρου τὰ ἐκδιδόμενα ἀντίγραφα πρακτικῶν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς. Ἐπιμελεῖται τῆς συντάξεως τῶν πρακτικῶν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς καὶ συντάσσει καὶ ὑποβάλλει κατὰ τὴν λῆξιν ἑκάστου ἔτους καὶ μετ' ἔγκρισιν τῆς Διαχ/κῆς ἐπιτροπῆς,τὴν ἔκθεσιν τῶν πεπραγμένων εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχάς. Εἰσπράττει πᾶσαν εἰσφοράν, συνδρομήν, δωρεάν, κληρονομίαν, κληροδοσίαν καὶ ἐν γένει πᾶσαν πρόσοδον τοῦ ἱδρύματος ἐπὶ διπλοτύπῳ ἀποδείξει.

Ἐκτελεῖ πᾶσαν πληρωμὴν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προσηκόντων ἐνταλμάτων, τηρεῖ τὰ ἀπαιτούμενα βιβλία περὶ τῆς διαχ/σεως τῆς περιουσίας τοῦ ἱδρύματος.

Καταθέτει παρά τινι πιστωτικῷ ἱδρύματι ἐκ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 73 τοῦ Α.Ν.2039/39 πᾶν εἰσπραττόμενον ποσόν. Προβαίνει εἰς ἀνάληψιν τῶν καταθέσεων, κατόπιν ἐγγράφου ἐντολῆς τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ νομίμου ἀναπληρωτοῦ του. Ἐπιμελεῖται τῆς καταρτίσεως τῶν προϋπ/σμῶν, ἀπολ/σμῶν καὶ ἰσολογισμῶν τοῦ ἱδρύματος, οὓς καὶ ὑποβάλλει πρὸς τὴν Διαχ/κὴν Ἐπιτροπήν.

Ἄρθρον 8.

Οἰκονομικὴ Διαχείρισις.

1. Ἡ οἰκον. διαχείρισις τοῦ ἱδρύματος ἐνεργεῖται βάσει προϋπ/σμοῦ καὶ ἀπολ/σμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων, καταρτιζομένου κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Λ.Ν. 2039/39 καὶ τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων Π.Δ/των.

2. Ἡ διαχ/κὴ περίοδος ἄρχεται τὴν 1ην Ἰανουαρίου καὶ λήγει τὴν 31ην Δεκεμβρίου ἑκάστου ἔτους.

3. Δεδομένου ὅτι τὰ ἔσοδα τοῦ ἱδρύματος προέρχονται ἐκ τῆς ἐν Ἀθήναις κειμένης ἀκινήτου περιουσίας του, ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ δικαιοῦται ὅπως, δι' ἀποφάσεώς της, ἀναθέτη τὰ τῆς ἐπιμελείας τῆς τοιαύτης περιουσίας εἰς μέλος αὐτῆς ἢ ἕτερον πρόσωπον, εἰδικῶς ἐντελλόμενον πρὸς τοῦτο.

Ἄρθρον 9.

Δικαιολογητικὰ ὑποψηφίων ὑποτρόφων.

1. Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ ἐκλεγῶσιν ὡς ὑποψήφιοι ὑπότροφοι τοῦ ἱδρύματος «Κληρ/μα Ἀναστασίου Γ.Λιβιεράτου», ὑποβάλλουσιν εἰς τὴν Διαχ/κὴν Ἐπιτροπὴν αὐτοῦ πιστοποιητικὸν τοῦ Δημοτικοῦ Σχολείου Ἁγίας Θέκλας ἢ Λυκείου τῆς Κοινότητος Ἁγ. Θέκλας Κεφαλληνίας καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἁγίας Θέκλας, τοῦ Λυκείου (οἱουδήποτε Λυκείου τῆς Νήσου Κεφαλληνίας) εἰς τὸ ὁποῖον ἐφοίτησαν, ἐξ οὗ νὰ προκύπτει ὅτι ἀπεφοίτησαν μὲ «ἄριστα» ἢ «λίαν καλῶς».

Εἰδικῶς διὰ τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ τὸ Λύκειον Ἁγ. Θέκλας ἢ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἁγ. Θέκλας, τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ οἱονδήποτε Λύκειον τῆς νήσου Κεφαλληνίας, ἀπαιτεῖται καὶ πιστοποιητικὸν ὅτι εἰσῆλθον εἰς μίαν Ἀνωτέραν ἢ Ἀνωτάτην Σχολὴν καὶ ἐνεγράφησαν εἰς τὸ πρῶτον ἔτος αὐτῆς.

Ἄρθρον 10.

Τρόπος ἐκλογῆς ὑποτρόφων.

1. Ἡ ἐκλογὴ τῶν ὑποτρόφων ἐνεργεῖται παρὰ τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἱδρύματος κατὰ τὰς διατάξεις τῶν συστατικῶν πράξεων, τοῦ ἄρθρου 108 παρ. 5 τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς ἑκάστοτε ἰσχύει, καὶ τοῦ ἄρθρου 33 τοῦ ἀπὸ 18/23.8.41 Καν. Δ/τος, προτιμουμένων πάντοτε τῶν ἀριστευσάντων.

2. Ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ καλεῖ τοὺς ἐπιθυμοῦντας νὰ τύχωσιν ὑποτροφίας, διὰ προκηρύξεώς της, δημοσιευομένης ἐγκαίρως εἰς τὰς τοπικὰς Ἐφημερίδας καὶ τοιχοκολλουμένης εἰς τὰ Δημοτικὰ καὶ τὸ Λύκειον Ἁγίας Θέκλας καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἁγ. Θέκλας, εἰς τὰ Λύκεια τῆς Νήσου Κεφαλληνίας, ἵνα ἐντὸς προθεσμίας τριάκοντα (30) ἡμερῶν ὑποβάλωσιν αὐτῇ σχετικὴν αἴτησιν, ὁρίζουσα τὸν ἀριθμὸ τῶν ὑποτρόφων καὶ τὸ ποσὸν αὐτῶν.

Συγχρόνως ζητᾶ ἀπὸ τὰ Δημοτικὰ Σχολεῖα Ἁγίας Θέκλας καὶ ἀπὸ τὸ Λύκειο τῆς Κοινότητος Ἁγ. Θέκλας ἢ εἰς περίπτωσιν, μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἁγ. Θέκλας, ἀπὸ τὰ Λύκεια τῆς Νήσου Κεφαλληνίας, κατάστασιν τῶν ἀριστευσάντων μαθητῶν, καθὼς ἐπίσης καὶ τῶν διακριθέντων τοιούτων (λίαν καλῶς).

3. Ἅμα τῇ λήξει τῆς πρὸς ὑποβολὴν αἰτήσεων, προθεσμίας, ἡ ἐπιτροπὴ συνέρχεται καὶ ἐλέγχει τὰς ὑποβληθείσας αἰτήσεις καὶ δικ/κὰ καὶ διὰ πράξεώς της, τοιχοκολλουμένης ἐν ἀντιγράφῳ ἐν τῇ ἕδρᾳ αὐτῆς, ἀνακηρύσσει τοὺς ὑποτρόφους.

4. Ἐντὸς δέκα (10) ἡμερῶν ἀπὸ τῇ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον τοιχοκολλήσεως, δύνανται οἱ ἐνδιαφερόμενοι νὰ ὑποβάλουν ἔνστασιν κατὰ τῆς ἐκλογῆς. Ἡ ἔνστασις αὕτη ἐγχειρίζεται ἐπὶ ἀποδείξει παραλαβῆς εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Ἐπιτροπῆς.

5. Ἐντὸς πέντε (5) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς πρὸς ὑποβολὴν ἐνστάσεων προθεσμίας ἡ πρᾶξις ἀνακηρύξεως τῶν ὑποτρόφων, μετὰ πάντων τῶν οἰκείων δικαιολογητικῶν καὶ στοιχείων, ὡς καὶ αἱ τυχὸν ὑποβληθεῖσαι ἐνστάσεις μετὰ τῶν ἐπ' αὐτῶν παρατηρήσεων τῆς ἐπιτροπῆς ὑποβάλλονται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ὅπερ διαβιβάζει ταῦτα μετὰ τῶν παρατηρήσεών του εἰς τὸ Ὑπ. Οἰκονομικῶν, τὸ ὁποῖον, μετὰ ἀπὸ γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθνικῶν Κληρ/των, ἐγκρίνει ἢ ἀπορρίπτει τὸ πρακτικὸν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἱδρύματος ἢ τροποποιεῖ αὐτὸ ἀναλόγως.

6. Μετὰ τὴν δημοσίευσιν εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τῆς κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, περὶ διορισμοῦ τῶν ὑποτρόφων καὶ τὴν ἀνακοίνωσιν ταύτης ὑπὸ τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, καλοῦνται οἱ ὑπότροφοι διὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς κατὰ νόμον συμβάσεως ὑποτροφίας, ἡ δὲ καταβολὴ τῆς ὑποτροφίας ἄρχεται ἀπὸ τῆς χρονολογίας, ἣν φέρει τὸ ἔγγραφον τοῦ διορισμοῦ των, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 55 παρ. 2 τοῦ Α.Ν. 2039/39.

7. Ἡ ὑποτροφία θὰ ἀφορᾷ, διὰ μὲν τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ τὸ Δημοτικὸν Σχολεῖον τὰ ἔτη τῆς κανονικῆς των φοιτήσεως εἰς τὸ Γυμνάσιον Ἁγίας Θέκλας καὶ τὸ Λύκειον Ἁγ. Θέκλας καὶ εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως Λυκείου Ἁγ. Θέκλας, εἰς οἱονδήποτε Λύκειον τῆς νήσου Κεφαλληνίας, διὰ δὲ τοὺς ἀποφοιτήσαντας ἀπὸ τὸ Λύκειον, τὰ ἔτη μέχρι τῆς κανονικῆς λήξεως τῶν σπουδῶν εἰς τὴν Σχολὴν εἰς ἣν θὰ ἔχουσιν εἰσαχθεῖ.

8. Ὡς πρὸς τὸ ποσὸν τῆς ὑποτροφίας καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν ὑποτρόφων θὰ ἀποφαίνεται ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπή, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν της τὰ εἰς ρευστὸν διαθέσιμα τοῦ ἱδρύματος. Ἐπίσης ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἐλέγχει τὴν ἐπίδοσιν τῶν διορισθέντων ὑποτρόφων διὰ τήν, ἀπὸ ἔτος εἰς ἔτος, προαγωγήν των.

Ἄρθρον 11.

Βιβλία καὶ στοιχεῖα.

1. Ὑπὸ τοῦ ἱδρύματος τηροῦνται τὰ κάτωθι βιβλία καὶ στοιχεῖα :

α) Βιβλίον εἰσερχομένων καὶ ἐξερχομένων ἐγγράφων (πρωτόκολλον).

β) Βιβλίον πρακτικῶν συνεδριάσεων τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς.

γ) Βιβλίον λογιστικῆς παρακολουθήσεως, ἐν ᾧ καταχωρίζονται ἀνελλιπῶς καὶ κατὰ χρονολογικὴν σειράν, μετὰ τῆς δεούσης λογιστικῆς τάξεως, τὰ κατὰ τὴν διαχείρισιν ἑκάστου ἔτους πραγματοποιούμενα ἔσοδα καὶ ἔξοδα.

δ) Μητρῷον ὑποτρόφων, ἐν ᾧ καταχωρίζονται, κατ' ἰδίαν μερίδα ἕκαστος, οἱ ὑπότροφοι τοῦ ἱδρύματος, μετὰ συνοπτικῶν στοιχείων ταὐτότητος καὶ προόδου.

ε) Στελέχη διπλοτύπων εἰσπράξεων καὶ ἐνταλμάτων πληρωμῆς, ἠριθμημένα κατ' αὔξοντα ἀριθ. καὶ θεωρημένα παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ ἱδρύματος.

2. Ἡ Διαχ/κὴ Ἐπιτροπὴ δικαιοῦται, διὰ πράξεώς της, ν' ἀποφασίσῃ τὴν τήρησιν καὶ ἑτέρων βιβλίων ἢ στοιχείων, πλέον τῶν ἀνωτέρω.

Ἄρθρον 12.

Ἐποπτεία καὶ Ἔλεγχος.

Τὸ ἵδρυμα ὑπόκειται εἰς τὴν ἐν γένει ἐποπτείαν καὶ ἔλεγχον τῶν Ὑπουργείων Οἰκονομικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἰσχύει.

Ἄρθρον 13.

Τροποποίησις ὀργανισμοῦ.

Ὁ παρὼν ὀργανισμὸς δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἢ συμπληρωθῇ διὰ Π.Δ/τος μετὰ πρότασιν τῆς Διαχ/κῆς Ἐπιτροπῆς, ἀποφαινομένης κατὰ πλειοψηφίαν τῶν μελῶν αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρ. 110 καὶ 119 τοῦ Α.Κ., τηρουμένης τῆς διαδικασίας τοῦ ἄρθρου 98 τοῦ Α.Ν. 2039/39.